



COMMISSION EUROPEENNE

Bruxelles, 4.6.2012
C(2012) 3631 final

Monsieur le Président,

La Commission remercie le Sénat français pour son avis motivé sur la «proposition de règlement établissant des dispositions communes pour le suivi et l'évaluation des projets de plans budgétaires et pour la correction des déficits excessifs dans les États membres de la zone euro» {COM (2011) 821 final}.

Comme le montre aujourd'hui la crise des dettes souveraines, et en particulier le besoin qui en découle de mettre en place des mécanismes de soutien financier entre États membres de la zone euro, les choix budgétaires des pays dont la monnaie est l'euro s'influencent mutuellement. Ne pouvant être efficacement réalisée au niveau de chaque État membre, une meilleure surveillance des effets des choix budgétaires nationaux sur la zone euro dans son ensemble ne peut être réalisée qu'au niveau européen, en accord avec le principe de subsidiarité énoncé par l'Article 5 du Protocole n. 2 du Traité sur l'Union européenne.

C'est d'ailleurs déjà suivant ce constat qu'a été adoptée la Directive 2011/85/UE du Conseil du 8 novembre 2011 sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres visant à la mise en place de cadres budgétaires plus efficaces. En effet, un meilleur suivi des processus budgétaires nationaux au niveau européen est essentiel pour garantir le respect, par les États membres, des objectifs du Pacte de Stabilité et de Croissance.

La proposition de règlement COM(2011)821, adoptée à l'issue du Conseil européen du 26 octobre 2011, est basée sur l'article 136 du TFUE qui permet de prendre des mesures spécifiques au sein de la zone euro, qui vont au-delà des dispositions applicables à l'ensemble des États membres, afin d'assurer le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire.

Concrètement, elle complète le cadre législatif existant sur la surveillance budgétaire au sein de la zone euro. La proposition de règlement envisage le renforcement de la surveillance des États membres soumis à une procédure de déficit excessif, afin de permettre une correction complète et rapide des déficits constatés.

La Commission reste convaincue que la proposition de règlement n'impose guère aux États membres une modification de leur droit constitutionnel.

*Monsieur Jean-Pierre BEL
Président du Sénat de la République française
15, rue de Vaugirard
75291 PARIS Cedex 06
FRANCE*

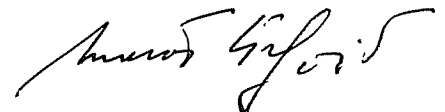
Quant au choix de l'instrument juridique "règlement" plutôt que "directive", il se justifie, compte tenu que l'essentiel des dispositions du texte ne requièrent pas de transposition en droit national.

Concernant les réserves d'interprétation que vous présentez pour les Articles 3 et 4, la Commission tient à préciser les dispositions suivantes de la proposition de Règlement :

- a) La Commission s'est engagée à préserver une large faculté d'appréciation pour les Etats membres quant aux principes communs qui régiront les institutions nationales indépendantes en charge de la surveillance des règles budgétaires nationales ;*
- b) Par ailleurs, la définition des prévisions macroéconomiques indépendantes proposée par le Règlement n'impose pas un modèle unique et laisse aux Etats membres le choix de la composition et du fonctionnement des organismes qui en auront la charge.*

En espérant que ces éléments auront contribué à clarifier certains points soulevés dans votre avis motivé, je reste convaincu qu'il est fort utile de continuer notre dialogue politique sur ce sujet de la plus haute importance.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.



*Maroš Šefčovič
Vice-président*